

Post-Covid : huit propositions pour changer d'air (ère)

Entre mars et mai, le confinement a vu un foisonnement d'idées : une multitude d'initiatives d'ONG, d'intellectuels, de syndicats ou de think tanks sont sorties du bois. Appelant à repenser, reconstruire ou ralentir notre société, ils avancent des propositions pour accélérer la transition écologique. Alors que la Convention citoyenne pour le climat reste sans conclusion (<https://www.alternatives-economiques.fr/sortie-de-crise-propositions-choc-de-convention-citoyenne-clima/00092430>) pour le moment, voici 8 propositions pour que « déconfinement » ne rime pas avec « Jours d'Avant ».

1/ Sortie de crise et préservation du climat

L'Institut de l'économie pour le climat (I4CE), publie un plan de financement destiné (<https://www.alternatives-economiques.fr/ecologie-sortie-de-crise-cest/00092375>) à renforcer la résilience sociétale : investissements visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre dans sept secteurs : rénovation des logements privés, des bâtiments tertiaires, développement du vélo, des infrastructures de transport en commun, des infrastructures ferroviaires et des voitures électriques, production d'électricité renouvelable.

Par exemple : développer puis basculer pleinement vers la rénovation énergétique complète des logements privés, financée par des éco-prêts à taux zéro. Ce « green deal » à l'échelle française propose 7 milliards d'euros d'investissements publics annuels et une trentaine de mesures incitatives, pour déclencher 19 milliards d'investissements privés et publics supplémentaires/an.

2/ Muscler le « Green New Deal » européen

L'Institut Veblen propose de « réussir le Green New Deal » (<https://www.veblen-institute.org/Resume-des-propositions.html>) européen. Jugé insuffisant, il devrait offrir une vision approfondie de la soutenabilité tout en renforçant la démocratie et en luttant contre les inégalités.

L'organisme propose plusieurs mesures pour démocratiser les institutions européennes et doter le « Green New Deal » d'un volet social. Par exemple en créant un programme européen accessible aux collectivités, financé par la BEI et la BCE (Banque européenne d'investissement et Banque centrale européenne) via l'émission des titres de dette spécifiques, pour soutenir la transition dans les territoires où l'emploi et le développement dépendent de secteurs industriels les plus carbonés.

AID (<http://aid97400.re>) évoquera le « Green New Deal » avec le dernier opus de Naomi Klein.

3/ Révolution budgétaire et monétaire pour l'UE

Alain Grandjean, président de la Fondation Nicolas Hulot et membre du Haut Conseil pour le climat, plaide pour une refonte de la politique budgétaire et monétaire de l'Union européenne. Avec Ollivier Bodin, il propose la création d'un fonds de relance et de transition doté de moyens substantiels, (<https://www.alternatives-economiques.fr/un-fonds-de-relance-de-transition-plus-jamais-vital-europe/00092515>) jusqu'à 2 000 milliards d'euros sur sept ans avec comme priorité d'aider la création d'emplois dans le respect des objectifs écologiques. Avec Nicolas Dufrêne, président de l'Institut Rousseau, il demande l'annulation des dettes publiques des banques centrales nationales (<https://www.alternatives-economiques.fr/annulation-de-dette-publique-possible-juridiquement-necessaire-economique/00092745>) pour le compte de la BCE. Ils remettent en question l'indépendance de la BCE et imaginent une monnaie libre au service de la transition écologique.

4/ Transformer l'économie française, sans croissance

Si les précédentes propositions se concentrent sur les aspects financiers de la transition écologique, The Shift Project est plus concret. Il a lancé début mai un plan de transformation de l'économie française, (<https://theshiftproject.org/article/crise-climat-plan-transformation-economie-chantier-urgence-crowdfunding/>) dont les détails seront publiés entre juin et septembre 2020, ainsi qu'une campagne de crowdfunding. Il a pour objectif d'ouvrir la réorientation de l'économie matérielle : que produire, avec quels bras, quels cerveaux, quelles machines ? Le think tank exclut la croissance, qui repose sur les énergies fossiles. Il dessine les lignes d'une planification visant à former les acteurs à la transition écologique, décarboner les usages et garantir les biens essentiels (se loger, se nourrir, se protéger, se mouvoir, se divertir, s'informer).

5/ Modèle de société soutenable en sept questions

L'Institut France Stratégie, rattaché au Premier ministre, pose lui les premiers jalons d'une réflexion sur un après soutenable. (<https://www.strategie.gouv.fr/actualites/covid-19-un-apres-soutenable-sept-questions-preparer-demain>) Démarrée début 2020, cette initiative s'est adaptée à la crise du Covid-19, en lançant un

appel à contributions autour de sept questions : les attentes à l'égard de la puissance publique ; le modèle social pour nos vulnérabilités ; les interactions humains-nature, mondialisation et pandémie ; les relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ; le numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations ; interdépendances et formes d'autonomie ; les voies pour une économie soutenable. Pour chacune, France Stratégie dresse un état des lieux et soumet quelques pistes de réflexion. (<https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-livret-seminaire-soutenabilite-covid-19-mai-2020.pdf>)

6/ Retour sur Terre

Les tenants d'une écologie radicale sont sur le site de « La Pensée écologique ». Le philosophe Dominique Bourg, l'historien Johann Chapoutot, l'agriculteur Philippe Desbrosses, les ingénieurs agronomes Gauthier Chapelle et Pablo Servigne, les philosophes Xavier Ricard-Lanata et Sophie Swaton, publient leurs « Propositions pour un retour sur Terre ». (<http://lapenseeecologique.com/propositions-pour-un-retour-sur-terre/>)

35 mesures pour dérouler un programme de ralentissement général, par exemple plafonner démocratiquement, progressivement, les consommations d'énergie / matière (et notamment les consommations d'énergie fossile), à l'aide de quotas d'énergie/matière/individu, variables en fonction de la situation géographique et de la part contrainte des dépenses.

La vie publique est évoquée : le Sénat, devenu « Assemblée des bio-régions », la BCE, l'Assurance maladie et l'ONU.

7/ Convergence écolo-sociale pour le « Jour d'Après »

Greenpeace et la CGT militent pour la défense de l'environnement et des travailleurs. Avec 16 syndicats et ONG, dont Attac, Oxfam et Solidaires, ils ont signé fin mars la tribune « Plus jamais ça, préparons le Jour d'Après » (https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/tribune-plus-jamais-ca-18responsables-d-organisations-syndicales-associatives-et-environnementales-appellent-a-preparer-le-jour-dapres_3886345.html), dans laquelle ils donnent les lignes d'une remise à plat du système.

Début avril, ils ont lancé une pétition : « Pour le jour d'après », (<https://www.polycat.org/p/8921>) signée par plus de 180 000 personnes (à ne pas confondre avec la consultation citoyenne « Le Jour d'Après » (<https://lejourdapres.parlement-ouvert.fr/>), initiée par une soixantaine de parlementaires LREM, ex-LREM, UDI, PS, MoDem et EELV).

La pétition réclame des mesures immédiates : réquisitions d'entreprises, de cliniques, mais aussi de long terme : plan de développement de tous les services publics, fiscalité redistributive et plus juste, impôt sur les grandes fortunes, taxe sur les transactions financières, lutte contre l'évasion fiscale, plan de réorientation et de relocalisation de l'agriculture, de l'industrie et des services.

8/ Appel commun à la reconstruction : 75 organisations

Début mai, un vaste aréopage de syndicats, d'ONG, de think tanks et d'associations s'est rassemblé derrière un appel commun à la reconstruction. (<https://www.appel-commun-reconstruction.org/>). Soutenu par 20 000 citoyens, cet appel destiné aux élus se résume en quelques mots : investir dans l'essentiel.

La crise sanitaire ayant révélé les vulnérabilités de notre société, le groupe demande d'investir massivement dans notre système de santé, l'éducation et la recherche, la formation et la création d'emplois dans les activités écologiquement et socialement responsables. Quitte à financer la reconversion des salariés qui subissent les choix industriels du passé, comme dans les secteurs de l'aviation et du tourisme de masse, amenés à réduire progressivement leur activité.

Demandez le programme ! Vous avez le choix... Et si on se mettait autour d'une table pour en faire un programme unique ? Évitions le retour à l'anormal !

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID
D'après Alternatives économiques